

## Conseil permanent de l'UIHJ à Glasgow (Ecosse) les 6 et 7 mai 2010

Une vingtaine de délégations a bravé les ires du volcan islandais pour participer au conseil permanent de l'UIHJ, en présence de John Stacey, vice-président de la CEPEJ, et au cours duquel la Géorgie est devenue membre de l'organisation



De G. à D. : Leo Netten, président de l'UIHJ, Dorothy Love, présidente de la Société des Messengers-at-Arms et des Sheriff Officers, James Taylor, sheriff principal de Glasgow et de Strathkelvin - From L. to R.: Leo Netten President of the UIHJ, Dorothy Love, President of the Society of Messengers-at-Arms and Sheriff Officers, James Taylor, Sheriff Principal of Glasgow and Strathkelvin

### Sécuriser les échanges à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne

Comme à l'accoutumée, l'UIHJ organise au printemps son conseil permanent européen et américain dans un pays européen. C'est l'Ecosse et sa capitale économique, Glasgow, qui avait été choisie pour accueillir cette réunion statutaire de l'UIHJ, la plus importante après le congrès.

Dorothy Lowe, présidente de la Société des Messengers-at-Arms et des Sheriffs d'Ecosse, a souhaité la bienvenue à tous les participants venus d'Europe, d'Amérique mais aussi d'Afrique. Elle s'est déclarée très heureuse et fière d'accueillir l'ensemble des délégations. Elle a souhaité à tous de fructueux travaux en soulignant l'importance des nombreux thèmes qui allaient être abordés.

Leo Netten, président de l'UIHJ, a remercié la Société des Messengers-at-Arms et des Sheriffs d'Ecosse pour leur accueil à Glasgow, ville « dont l'histoire remonte jusqu'au début de l'Age de pierre ». En sa qualité de gardien des droits des parties, l'huissier de justice est un professionnel de terrain proche des citoyens, a déclaré Leo Netten, ajoutant qu'« il est donc logique qu'il puisse exercer de nombreuses fonctions dont l'objet est d'assurer un fonctionnement plus fluide de la justice ». Et de citer les divers domaines d'intervention concernés :



Les participants - The participants

- Recouvrement de créances
- Vente aux enchères des biens mobiliers ou immobiliers
- Constitution et conservation de la preuve
- Service des audiences
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiés par le juge
- Etablissement d'actes sous-seings-privés
- Formation

Le président de l'UIHJ a rappelé que ces domaines, et bien d'autres, sont inclus dans les Lignes directrices pour une meilleure utilisation de la recommandation du Conseil de l'Europe sur l'exécution des décisions de justice, adoptées le 17 décembre 2009 par la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ). Il a ajouté que l'UIHJ avait été très impliquée dans l'élaboration de ces nouveaux standards et qu'il était particulièrement heureux d'accueillir John Stacey, vice-président de la CEPEJ, venu spécialement pour présenter ces lignes directrices. S'agissant de l'Union européenne, Le président Netten a repris le discours prononcé le 10 avril 2010 par Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne. Mme Reding s'y étonne que, dans le cadre du marché commun, plus de 60% des dettes transfrontières ne puissent être exécutées.

« On ne peut pas dire que cela incite à faire des affaires dans le marché unique ! Et cette situation est plutôt inquiétante dans le présent contexte de crise économique » estime-t-elle en poursuivant : « Les citoyens et les sociétés nous disent qu'ils ne savent pas comment faire reconnaître une décision dans un autre pays, ou bien qu'ils doivent payer jusqu'à 2000 euros pour obtenir un exequatur. Ils nous expliquent également qu'ils évitent d'acheter à l'étranger, malgré le commerce on-line, parce qu'ils ignorent quels sont leurs droits dans les autres pays ». Leo Netten a expliqué que les huissiers de justice peuvent sécuriser les échanges à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne. Il a rappelé que l'UIHJ a créé en son sein un groupe e-justice. L'un des objectifs de ce groupe est d'obtenir que l'UIHJ devienne l'autorité de certification racine dans le domaine des échanges dématérialisés en matière judiciaire et extrajudiciaire. Pour lui, « il est essentiel pour les citoyens et les entreprises que les contraintes liées aux incompatibilités de standards techniques, de langues ou spécifiques au domaine judiciaire, ne soient plus un frein à l'accès à la justice ». Depuis plusieurs années, l'UIHJ travaille à mettre en place une base de données sur les huissiers de justice. Une telle base permettra dans un premier temps de dresser un inventaire des aspects de la profession puis, dans un second temps, de les utiliser dans le cadre d'une harmonisation sur le plan international. L'UIHJ est également très favorable à la création d'un réseau mondial d'huissiers de justice dans le cadre d'un projet de coopération concernant la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires et le recouvrement de créances.

Puis le président de l'UIHJ a évoqué les divers thèmes qui allaient être discutés pendant la réunion. Il a remercié les délégations présentes et a salué les représentants de la Géorgie qui allaient signer officiellement l'accord de coopération avec l'UIHJ. Il a également salué accueilli Eric Vincken, du Centre international de coopération judiciaire (CILC) qui est à l'initiative, avec Jos Uitdehaag, du projet Balkans Enforcement Reform Project (BERP), ainsi que les représentants de ce projet, venus d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, du Kosovo, du Monténégro et de Serbie. Enfin, Leo Netten a félicité le nouveau président de la Chambre des huissiers de justice de Slovaquie, Peter Molnar, ainsi que



John Stacey, vice-président de la CEPEJ  
John Stacey, Vice-President of the CEPEJ



James Taylor, Sheriff principal de Glasgow  
James Taylor, Sheriff Principal of Glasgow

Dionysios Kriaris, nouveau président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Grèce, également membre du bureau de l'UIHJ. La cérémonie d'ouverture s'est achevée avec les mots de bienvenue de James Taylor, Sheriff Principal de Glasgow et Strathkelvin.

### Adhésion de la Géorgie à l'UIHJ et lignes directrices sur l'exécution

Le conseil permanent a débuté par un heureux événement. Il s'agissait de la cérémonie officielle d'admission de la Géorgie à l'UIHJ. Bernard Menut, premier vice-président de l'UIHJ, était le parrain de la Géorgie pour cette opération. Il a indiqué combien il était heureux d'accomplir cette mission tant il avait été impressionné par le professionnalisme de nos confrères et par leur volonté indéfectible de renforcer la sécurité juridique de leur pays en adoptant les standards internationaux les plus élevés en matière d'exécution des décisions de justice. C'est Nika Melior, directeur du Bureau de l'exécution de Tbilissi, qui a prononcé les mots d'introduction pour le compte de Bachana Shengelia, directeur du Bureau national de l'exécution (BNE) de Géorgie, également présent. M. Melior a indiqué que la Géorgie était très honorée de faire partie de la grande famille des huissiers de justice. Il a indiqué que la réforme a commencé en 2008 lorsque le Département de l'exécution est devenu le BNE. Le BNE œuvre sous la tutelle du ministère de la justice. Il est composé de 270 personnes, parmi lesquelles 130 huissiers de justice fonctionnaires. Il existe également 38 huissiers de justice exerçant sous une forme libérale, le système étant inspiré du modèle bulgare. M. Melior a rappelé que la Géorgie a participé au congrès international de l'UIHJ à Marseille en septembre 2009 et que le BNE est reconnaissant envers l'UIHJ pour lui avoir permis d'acquérir de l'expérience dans le domaine de l'exécution. « *Nous pensons que non seulement la Géorgie va profiter de l'UIHJ mais également que l'UIHJ va profiter de l'adhésion de la Géorgie. Nous ferons de notre mieux pour apporter notre pierre à l'édifice de l'UIHJ. Nous avons de l'ambition mais nous avons aussi des munitions !* » a conclu avec ferveur notre confrère, déclenchant une salve d'applaudissements. C'est donc dans une ambiance d'amitié et de confraternité que Bachana Shengelia a signé l'accord de coopération entre le BNE et l'UIHJ, la Géorgie devenant ainsi le 73<sup>e</sup> pays membre de l'UIHJ.

John Stacey, vice-président de la CEPEJ, nous a fait l'honneur et l'amitié de venir présenter les lignes directrices de la CEPEJ. M. Stacey a remercié l'UIHJ pour son invitation et a souligné les liens étroits de confiance et d'amitié qui existent entre les deux organisations. Il a rappelé que la CEPEJ existe depuis huit ans et qu'elle a été créée en raison des violations répétés de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, et notamment des

violations en matière d'exécution. Trois rapports d'évaluation ont été rédigés. Ils concernent les 47 États membres du Conseil de l'Europe. Des groupes de travail sont formés pour couvrir les différents aspects des missions imparties à la CEPEJ. Le vice-président Stacey a ainsi évoqué les problèmes liés aux délais de procédure ou à la qualité de la justice. Il a également parlé des interventions ciblées dans des pays comme la Fédération de Russie, le Portugal, Malte ou l'Arménie. S'agissant de l'exécution, M. Stacey a rappelé que le rapport réalisé par Julien Lhuillier (Rapport de la CEPEJ n°8 sur l'exécution des décisions de justice en Europe, [http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/series/Etudes8Execution\\_fr.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/series/Etudes8Execution_fr.pdf)), préconisait la création d'un groupe de travail sur l'exécution, ce qui a été fait en 2009. Il a indiqué que l'UIHJ était présente avec Leo Netten et Mathieu Chardon et qu'il avait assisté aux réunions en qualité de vice-président. « *Toutes les personnes qui étaient là ont travaillé pour que le résultat soit positif* », a-t-il précisé. « *Nous avons mis en avant le principe de concurrence, pas sur les prix, mais sur la qualité des services, pour que le consommateur ait le choix. Il faut que les huissiers de justice soient reconnus, qu'ils aient une formation. Cela est vital* » a dit le vice-président de la CEPEJ et d'ajouter qu'il est important que les huissiers de justice aient « *accès à l'information, pour permettre une meilleure exécution, dans le respect des règles* ». John Stacey a achevé une intervention très appréciée en indiquant que « *le travail n'est pas terminé. Nous devons voir comment nous pouvons améliorer le système* ».

### Un projet pour les Balkans

Eric Vincken a présenté le projet BERP dont il a la charge. Celui-ci a pour objet l'assistance aux pays des Balkans de l'ouest (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, FYROM, Kosovo, Montenegro et Serbie) dans la réforme de leurs systèmes judiciaires et en particulier afin d'assurer une meilleure efficacité et un fonctionnement effectif des mesures d'exécution forcée aux niveaux national et régional. Eric Vincken a indiqué que les travaux du BERP sont basés sur la recommandation Rec(2003)17 du Conseil de l'Europe sur l'exécution, les lignes directrices de la CEPEJ et les standards de l'UIHJ. « *Le projet n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien de l'UIHJ et cela doit être dit* », a-t-il déclaré. Puis chaque pays a donné un compte rendu de l'état d'avancement des réformes. Ainsi, en Albanie, un système d'huissiers de justice libéraux a été mis en place en 2008, à côté des huissiers de justice fonctionnaires. La représentante de



Signature de l'accord de coopération entre l'UIHJ et le Bureau national de l'exécution par Leo Netten et Bachana Shengelia, directeur du Bureau national de l'exécution de Géorgie  
Signature of the Co-operation Agreement between the UIHJ and the National Bureau of enforcement of Georgia by Leo Netten and Bachana Shengelia, Director of the National Bureau of Enforcement of Georgia

L'Albanie a déclaré que les huissiers de justice libéraux albanais devraient bientôt devenir membres de l'UIHJ. En Bosnie-Herzégovine, des groupes de travail ont été créés pour réformer la profession d'huissier de justice et améliorer l'efficacité de l'exécution des décisions de justice. En Croatie, l'huissier de justice libéral va prochainement être créé, normalement avant la fin de l'année 2010. A cet égard, la représentante croate a remercié Jos Uitdehaag et Eric Vincken pour la qualité de leur travail et leur investissement personnel. Le Kosovo est actuellement au stade des réflexions pour savoir comment réformer son système judiciaire. Au Monténégro un projet de loi est à l'étude pour introduire l'huissier de justice libéral.

Puis Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ a présenté le rapport d'activité de l'UIHJ depuis le conseil permanent de novembre 2009 à Paris, soit 31 événements au total.

Roger Dujardin, vice-président de l'UIHJ, a confirmé le changement du nom de l'Institut de droit international judiciaire privé et de droit de l'exécution (IDJPEX) en Institut Jacques Isnard, en hommage au président Isnard. Il a rappelé également que l'UIHJ a décidé d'écrire un code mondial de l'exécution et que la conduite des opérations avait été confiée à Natalie Fricero, membre du Conseil scientifique de l'UIHJ, professeur de droit à la Faculté de Nice (France), en collaboration avec Françoise Andrieux, secrétaire général de l'UIHJ. « *Ce travail respectera les critères de qualité de la CEPEJ en matière d'exécution. L'objectif est de dégager les standards mondiaux et transposables* » a-t-il annoncé.

Jos Uitdehaag, 1<sup>er</sup> questeur du Comité de l'UIHJ, a évoqué la réunion d'UIHJ-EuroNord qui a vu la participation de tous les pays, en dépit du volcan islandais. Il a été décidé d'entreprendre des travaux importants, notamment par des visites dans chaque pays, et d'en présenter les résultats lors du congrès de l'UIHJ à Cap Town en 2012.

Après le compte-rendu des finances de l'UIHJ par sa trésorière, Dominique Aribaut-Abadie, Leo Netten a confirmé que, conformément au souhait du Conseil permanent de novembre 2009, l'UIHJ allait, dans le cadre de sa professionnalisation, faire appel à Mathieu Chardon.

## Se battre pour un meilleur système

Les chefs de délégations et les secrétaires permanents de l'UIHJ qui le souhaitent sont ensuite intervenus. Dahnell Olof, secrétaire permanent de l'UIHJ

*Une partie du public - A part of the public*



*Françoise Andrieux,  
secrétaire général de l'UIHJ  
Françoise Andrieux,  
General Secretary of the UIHJ*



*Nika Melior, directeur du Bureau de  
l'exécution de Tbilissi (Géorgie)  
Nika Melior, Director of the Bureau of  
Enforcement of Tbilisi (Georgia)*

pour les pays scandinaves, a indiqué qu'en Norvège un fichier des saisies et des carences avait été créé. En Finlande, les dossiers d'exécution sont en augmentation de 10% avec 2,6 millions de nouveaux dossiers, avec une augmentation des saisies d'immeubles. Au Danemark, il y a également une augmentation des dossiers d'exécution, de ventes et de faillites. En Suède, pour améliorer le recouvrement des amendes liées à la circulation, le gouvernement prépare une loi permettant de prendre le véhicule en garantie du paiement. Notre confrère a en outre annoncé qu'une conférence se tiendra à Stockholm en septembre 2010 sur le code de l'exécution.

David Walker, Messenger-at-Arms à Glasgow (Ecosse), a indiqué qu'une réforme du service public allait modifier l'association professionnelle des Messenger-at-Arms et des Sheriffs.

Guyla Kovacs (Hongrie) a donné un compte-rendu de la réunion UIHJ-EuroDanube qui s'est tenue en avril 2010 à Pecs (Hongrie) (Voir notre article sur notre site : <http://www.uhj.com/rubrique.php?ID=1003103&lg=fr>).

Walter Gittmann, président de l'Association des huissiers de justice d'Allemagne, a informé les participants qu'un projet de loi de janvier 2010 prévoit la mise en place d'un huissier de justice libéral dans son pays. Il a indiqué pourtant que ce projet de loi ne peut recueillir son aval puisqu'aucune nouvelle attribution n'est prévue et que les revenus ne peuvent être assurés. Il faudrait, selon lui, multiplier par trois les frais pour que le projet soit viable. « *Nous devons avoir une meilleure formation. Nous voulons obtenir plus de responsabilités. La situation des huissiers de justice allemands est toujours difficile. 80% des huissiers de justice sont membres de notre organisation et se battent pour un meilleur système* » a-t-il déclaré.

Andrea Mascioli, secrétaire de l'Association des huissiers de justice européens (Italie) a estimé que la situation en Italie est « *un peu pire et un peu meilleure* ». Il reproche un immobilisme politique sous prétexte d'autres priorités. Pour autant six projets, dont celui de l'association visant à réformer le statut des huissiers de justice italiens, sont devant le Parlement. « *Nous voulons profiter de cette situation pour faire la promotion de nos objectifs, vers la profession libérale* » a insisté notre confrère. A l'instar de son confrère allemand, il estime que « *la formation est très importante pour professionnaliser la profession* ». Andrea Mascioli a manifesté sa détermination dans la conclusion de son intervention : « *Notre travail est difficile mais nous savons qu'un jour nous serons libéraux comme nos autres collègues libéraux, que nous atteindrons nos buts et que rien ne nous arrêtera* ». Ce credo a été plébiscité par les applaudissements nourris de la salle.



*Guyla Kovacs, huissier de justice (Hongrie) - Guyla Kovacs, judicial officer (Hungary)*



*Andrea Mascioli, secrétaire de l'Association européenne des huissiers de justice italiens  
Andrea Mascioli, Secretary of the European Association of Italian Judicial Officers*



*Louis-Raymond Maranda (Canada), membre du bureau de l'UIHJ  
Louis-Raymond Maranda (Canada), member of the board of the UIHJ*

Concernant l'Espagne, Dominique Aribaut-Abadie a rappelé que les premiers contacts avec les Procuradores espagnols avaient été noués en 1992 par le président de l'UIHJ Baudoin Gielen au cours d'une mission à laquelle elle avait participé. Une loi entrée en vigueur début mai 2010 permet aujourd'hui aux Procuradores de signifier les actes de procédures au frais du demandeur. Le Procurador pourra faire des recherches et consulter les divers registres. Il s'agit d'une grande première. Ces professionnels pourront également réaliser des saisies bancaires avec l'autorisation du juge

Louis-Raymond Maranda, président de la Chambre des huissiers de justice de la province du Québec, membre du bureau de l'UIHJ, s'est félicité des quinze nouvelles attributions accordées aux huissiers de justice dans son pays. Il a rappelé qu'il y a vingt-cinq ans, Francis Aribaut, alors président de l'UIHJ, avait inauguré la célèbre « Allée des huissiers » à Montréal — célèbre puisque c'est là que de nombreuses conférences de presse sont données — et qu'une plaque aux noms de l'UIHJ et de son président y avait été installée. Il a invité les pays membres de l'UIHJ à venir assister au colloque qui célébrera les vingt-cinq ans de « l'Allée des huissiers » début juin 2010 à Montréal sur le thème de « *L'huissier de justice : LA sécurité juridique* ».

Sue Collins (USA), membre du bureau de l'UIHJ, a dressé un rapport de ses activités dans son pays et de ses contacts très fructueux avec les sheriffs et la puissante National Sheriffs' Association (NSA). Notre confrère nous a informés qu'elle a proposé à la NSA que, lors de sa prochaine réunion de Los Angeles, à laquelle participeront 10 000 personnes, soit abordé le thème de la délégation du travail des sheriffs en matière civile aux Process Servers. Cette proposition a été retenue, ce qui correspond à une étape « *colossale* », estime Sue Collins. Leo Netten l'a chaleureusement félicité, reconnaissant son travail exceptionnel.



*Il n'y a que deux seuls vrais Écossais sur cette photo !*

*There are only two real Scotsmen in this picture!*

### L'huissier de justice tiers de confiance du 3<sup>e</sup> millénaire

La réforme des statuts de l'UIHJ était également à l'ordre du jour. Bernard Menut a pris en charge ce dossier, avec toute la détermination qui le caractérise. Le 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ a exposé les différentes étapes qui conduiront à adopter les nouveaux statuts lors du congrès de Cap Town en 2012.

Leo Netten et Françoise Andrieux ont évoqué les réunions qui se sont tenues récemment à Bruxelles, à la Commission européenne (Forum sur la justice, projet Pilot A sur la signature électronique).

Alain Bobant, président de l'Association droit électronique et communication (ADEC), a présenté le projet e-justice de l'UIHJ. Il a indiqué qu'il fallait se munir d'outils pour rendre homogènes nos outils de communication : « *Nous devons prendre la tête de la fiabilisation des échanges électroniques et devenir le tiers de confiance du troisième millénaire* ». Tout échange dématérialisé doit être fiabilisé. « *Demain il n'y aura pas d'échanges dématérialisés sans confiance et il n'y aura pas de confiance sans vous, huissiers de justice* » a-t-il prédit.

Bernard Menut s'est attelé à un travail fondamental sur le tarif des huissiers de justice. Il a expliqué en détail la méthodologie adoptée pour mener à bien cette gigantesque et complexe tâche, ainsi que ses enjeux.

S'agissant de la communication, Mathieu Chardon a annoncé que le prochain magazine de l'UIHJ était à l'impression.

Johan Fourie, membre du bureau de l'UIHJ, a indiqué les dates du prochain congrès international de l'UIHJ à Cap Town (Afrique du sud) : du 1<sup>er</sup> au 4 mai 2012. Mathieu Chardon, rapporteur général du congrès, a indiqué que le thème du congrès « *L'huissier de justice du 3<sup>e</sup> millénaire* » permettrait d'assurer une promotion de la profession au niveau mondial en mettant en avant tous les aspects de la profession et que les travaux seraient complétés par la présentation du code mondial de l'exécution.

Leo Netten a clos les travaux du conseil permanent en indiquant combien il avait eu de plaisir à en assurer la présidence. Il a félicité notre confrère David Walker, assisté de Luisa Lozano, secrétaire de l'UIHJ, pour la parfaite et très professionnelle organisation de la réunion. Il a remercié tous les confrères écossais pour leur accueil chaleureux et a souhaité à chacun un bon retour dans son pays. Avant cela, nos amis écossais nous avaient réservé une soirée exceptionnelle et inoubliable : une soirée de culture écossaise. Au programme : kilts, haggis, cornemuse, musique et danse traditionnelles, sans oublier le scotch whisky que chacun a dégusté — comme il se doit — avec une grande modération...

## Permanent Council of the UIHJ in Glasgow (Scotland) on 6-7 May 2010

Over 20 delegations faced the wrath of the Icelandic volcano to take part in the permanent council of the UIHJ, in the presence of John Stacey, Vice-President of the CEPEJ, and during which Georgia became member of the organization

### Securing Exchanges Inside and Outside the European Union

As usual, the UIHJ organizes in spring its European and American permanent council in a European country. Scotland and Glasgow, its economic capital, had been selected to accommodate this statutory meeting of the UIHJ, the most important organ after the congress.

Dorothy Lowe, Chairman of the Society of Messengers-At-Arms and Sheriff Officers of Scotland (SMASO), welcomed all the participants from Europe, America and also from Africa. She said she was very happy and proud to accommodate all the delegations. She wished for a profitable work by stressing the importance of the many topics which were going to be approached.

Leo Netten, President of the UIHJ, thanked the SMASO for their reception in Glasgow, city which "has a history stretching back to the earliest times of the Stone Age". As guardian of the rights of the concerned parties and of third parties during proceeding, the judicial officer in an independent and impartial "field worker" in the legal landscape, declared Leo Netten, adding that "Thus it is also logical that such official can perform several tasks which benefit the smooth functioning of the judiciary in general." And to quote the various fields of interventions:

- debt recovery
- voluntary sale of moveable or immoveable property at public auctions;
- seizure of goods;
- recording and reporting of evidence;
- serving as court ushers
- provision of legal advice;
- bankruptcy procedures;
- performing tasks assigned to the by courts;
- drawing up private deeds and documents;
- teaching

The president of the UIHJ pointed out that all this, and much more, is laid down in the Guide lines for a better implementation of the existing council of Europe's recommendation on enforcement, fully adopted on 17<sup>th</sup> December 2009 by the European commission on the Efficiency of Justice (CEPEJ). He added that the UIHJ was very much involved in elaborating these Guide lines for an effective application of the existing Council of Europe standards, and that he was particularly happy to welcome John Stacey, Vice-President of the CEPEJ, who came especially to present these Guide lines. As regards the European Union, President Netten mentioned the speech delivered 10 April 2010 by Viviane Reding, Vice-President of the European Commission. Mrs. Reding is astounded that, within the framework of the Single Market, more than 60% of cross-border debts cannot be enforced. "That's hardly an incentive to do business in the Single Market! And that is a rather worrying situation in the present context of the economic crisis", she said and added: "Citizens and business also are telling us that they don't know how to get a legal decision recognised in another country, or that they have to pay an exequatur of up to 2000 Euros to do so. Just for getting a judgment from one country recognised as valid in another country. Last but not least, citizens and business are explaining why they hardly ever buy from abroad, despite the possibilities of online commerce. Because citizens are not sure about their rights in other countries or online and they face too many legal and technical obstacles". Leo Netten explained why the judicial officers can secure exchanges inside and outside the European Union. He recalled that the UIHJ created within its structure an e-Justice group. One of its objectives is to make the UIHJ the root certification authority for the dematerialized exchanges in the legal and extra-judicial field. That would allow the simplification and the safeguarding of these exchanges. For him, "It is important for citizens and business that the constraints of incompatibility of technical standards, linguistics incomprehension or specificity of the legal field, are no longer a curb on access to justice". The UIHJ has worked for several years to set up an electronic database on judicial officers. This database will initially make it possible to draw up a general inventory of fixtures of the profession and in the second time to be used as base for its harmonization at international level.

Then the president of the UIHJ evoked the various topics which were going to be discussed during the meeting. He thanked the delegations and greeted the representatives of Georgia who were going to officially sign the cooperation agreement with the UIHJ. He also warmly greeted Eric Vincken, of the International Center for Legal Cooperation (CILC), who initiated with Jos Uitdehaag, the Balkans Enforcement Reform Project (BERP), as well as the



Le bureau de l'UIHJ - The board of the UIHJ



*Leo Netten, président de l'UIHJ*  
*Leo Netten, President of the UIHJ*



*Dorothy Love, présidente de présidente de la*  
*Société des Messengers-at-Arms et des Sheriff*  
*Officers - Dorothy Love, President of the Society*  
*of Messengers-at-Arms and Sheriff Officers*

representatives of this project from Albania, Bosnia-Herzegovina, Croatia, Kosovo, Montenegro and Serbia. Lastly, Leo Netten congratulated the new President of the Chamber of the judicial officers of Slovakia, Peter Molnar, as well as Dionysios Kriaris, new President of the National chamber of the judicial officers of Greece, also a member of the board of the UIHJ. The opening ceremony was completed with the welcome speech of James Taylor, Sheriff Principal of Glasgow and Strathkelvin.

### **Membership of Georgia at the UIHJ and Guide lines on Enforcement**

The permanent council began with a happy event, that of the official ceremony of admission of Georgia within the UIHJ. Bernard Menut, first Vice-President of the UIHJ, was the godfather of Georgia for the occasion. He indicated how pleased he was to fulfill his mission so much he had been impressed by the professionalism of our fellow-members and their determination to reinforce the legal security of their country by adopting the highest international standards as regards enforcement. Nika Melior, director of the Enforcement Bureau of Tbilissi pronounced the introductory words on behalf of Bachana Shengelia, director of the National Bureau of Enforcement of Georgia (NBE), also present. Mr. Melior indicated that Georgia was very honoured to belong to the big family of the judicial officers. He indicated that the reform started in 2008, when the Enforcement Department became the NBE. The NBE works under the supervision of the ministry for justice. It is composed of 270 people, among whom 130 civil servant judicial officers. There are also 38 judicial officers exerting in a liberal form, the system being inspired from the Bulgarian model. Mr. Melior pointed out that Georgia took part in the international congress of the UIHJ in Marseilles in September 2009 and that the NBE is grateful towards the UIHJ to have enabled it to acquire experience in the field of enforcement. *"We think that not only Georgia will profit from the UIHJ but also that the UIHJ will profit from the membership of Georgia. We will make our best to add our contribution to the expansion of the UIHJ. We have ambition but we have also ammunition!"* concluded our fellow-member with great enthusiasm, triggering a salvo of applause. It is thus in a friendly and fraternal atmosphere that Bachana Shengelia signed the cooperation agreement between the NBE and the UIHJ, Georgia thus becoming the 73<sup>th</sup> Member State of the UIHJ.

John Stacey, Vice-President of the CEPEJ, made us the honor and friendship to present the CEPEJ Guide lines. Mr. Stacey thanked the UIHJ for its invitation and underlined the close bonds of trust and friendship which exist between the two organizations. He recalled that the CEPEJ has existed for eight years and that it was created because of the repeated violations of article 6 of the European Convention on Human Rights, and in particular of the violations as regards enforcement. Three evaluation reports have been written relating to the 47 Member States of the Council of Europe. Working groups are created to cover the various aspects of the missions assigned to the CEPEJ. Vice-president Stacey thus mentioned problems such as those involving judicial time management or quality of justice. He also spoke about targeted interventions in countries such as the Russian Federation, Portugal, Malta or Armenia. As regards enforcement, Mr. Stacey pointed out that the report carried out by Julien Lhuillier (CEPEJ Report #8 on enforcement of legal decisions in Europe, ([http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/series/Etudes8Execution\\_en.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/cooperation/cepej/series/Etudes8Execution_en.pdf)), recommended the creation of a working group on enforcement, which was made in 2009. He indicated that the UIHJ was present with Leo Netten and Mathieu Chardon and that he had attended the meetings in his capacity as Vice-President. *"All the people who were there worked towards a positive result"*, he said. *"We proposed the principle of competition, not on prices, but on quality of services, so that the consumer has the choice. It is necessary that enforcement agents are recognized and are properly trained. That is vital"* carried on the Vice-President of the CEPEJ and to add that it is important that the judicial officers have *"access to information, to offer a better enforcement, in compliance with the rules"*. John Stacey completed his much appreciated presentation by indicating that *"the work is not completed. We must see how we can improve the system"*.

### **A Project for the Balkans**

Eric Vincken presented the project he is in charge of. The aim of the "Balkans Enforcement Reform Project" (BERP) is to support the countries of the Western Balkans (Albania, ARYM, Bosnia-Herzegovina, Croatia, Kosovo, Macedonia, Montenegro and Serbia) in the reform of their legal system in general and more in particular ensuring a more efficient and effective functioning of the systems of enforcement law at the national and at the regional level. Eric Vincken indicated that the work of the BERP is based on the recommendation Rec (2003) 17 of the Council of Europe on enforcement, the CEPEJ Guide lines



*David Walker, Messenger-at-Arms à Glasgow*  
*David Walker, Messenger-at-Arms in Glasgow*



*Eric Vincken, Project manager du Balkans*  
*Enforcement Reforms Project*  
*Eric Vincken, Project manager of the Balkans*  
*Enforcement Reforms Project*

and the standards of the UIHJ. *"The project could not have existed without the support of the UIHJ and that must be stated"*, he declared. Then each country gave a short speech on the progress report of reforms. Thus, in Albania, a system of liberal judicial officers was set up in 2008, beside the civil servant judicial officers. The representative of Albania declared that the Albanian liberal judicial officers should join the UIHJ soon. In Bosnia-Herzegovina, working groups were created to reform the occupation of judicial officer and to improve the effectiveness of execution of legal decisions. In Croatia, the liberal judicial officer soon will be created, normally before the end of 2010. In this respect, the Croatian representative thanked Jos Uitdehaag and Eric Vincken for the quality of their work and their personal investment. Kosovo is currently at the stage of the reflections to know how to reform its legal system. In Montenegro a bill is being introduced to create the liberal judicial officer.

Then Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> Secretary of the UIHJ, presented the activity report of the UIHJ since the permanent council of November 2009 in Paris, that is to say 31 events on the whole.

Roger Dujardin, Vice-President of the UIHJ, confirmed the change of the name of the Legal Institute of Private International Law and Enforcement Law (IDJPEX) in "Institute Jacques Isnard", in homage to President Isnard. He also recalled that the UIHJ decided to write a world code of enforcement and that the control of the operations had been entrusted to Natalie Fricero, member of the Scientific council of the UIHJ, law professor at the Faculty of Nice (France), in collaboration with Françoise Andrieux, General Secretary of the UIHJ. *"This work will respect the quality standard of the CEPEJ as regards enforcement. The objective is to reach worldwide and transposable standards"* he announced. Jos Uitdehaag, 1<sup>st</sup> quaestor of the Committee of the UIHJ, evoked the meeting of UIHJ-EuroNord which was attended by all countries, despite the Icelandic volcano. It was decided to embark on a major work, in particular by means of visiting each country and to present a report at the time of the congress of the UIHJ in Cape Town in 2012.

After the finance report of the UIHJ by its treasurer Dominique Aribaut-Abadie, Leo Netten confirmed that, in accordance with the wish of the permanent Council of November 2009 within the framework of its professionalization, the UIHJ called upon Mathieu Chardon.

## Fighting for a Better System

The heads of delegations and the permanent secretaries of the UIHJ who wished to do so made a presentation. Dahnell Olof, secretary permanent of the UIHJ for the Scandinavian countries, indicated that in Norway a file of seizures and insolvencies had been created. In Finland, enforcements cases have increased up to 10% with 2.6 million new cases, also with an increase in immovable attachments. In Denmark, there is also an increase in enforcements, sales and bankruptcies proceedings. In Sweden, to improve the collecting of traffic fines, the Government is preparing an amendment allowing the attachment of the motor vehicle as a guarantee of payment. Our fellow-member moreover announced that a conference will take place in Stockholm in September 2010 on the code of enforcement.

David Walker, Messenger-At-Arms in Glasgow (Scotland), indicated that a reform of the public service was going to modify the SMASO.

Guyula Kovacs (Hungary) reported on the UIHJ-EuroDanube meeting which was held in April 2010 in Pecs (Hungary) (See our article on our site: <http://www.uihj.com/rubrique.php?ID=1003103&lg=ang>).

Walter Gittmann, President of the Association of the judicial officers of Germany, reported to the participants of a bill of January 2010 providing the installation of a liberal judicial officer in his country. He stated however that he cannot fully support this bill since no new attribution is provided and that incomes cannot be ensured. It would be necessary, according to him, to multiply by three the expenses for the project to be viable. *"We must have a better training. We want to have more responsibilities. The situation of the German judicial officers is always difficult. 80% of the judicial officers are members of our organization and fight for a better system."* he declared.

Andrea Mascioli, secretary of the Association of the European judicial officers (Italy) estimated that the situation in Italy is *"a little worse and a little better"*. He reproaches a political opposition to progress under pretext of other priorities. For as much six projects, including the one of the association to change the statute of the Italian judicial officers, are before the Parliament. *"We want to use this situation to promote our objectives towards the liberal profession"* insisted our fellow-member. Following the example of his German colleague, he estimated that *"training is very important to professionalise the profession"*. Andrea Mascioli expressed his determination in the conclusion of his speech: *"Our work is difficult but we know that one day we will be liberal like our other liberal colleagues, that we will achieve our goals and that nothing will stop us"*. This credo was strongly applauded.

Concerning Spain, Dominique Aribaut-Abadie recalled that the first contacts with the Spanish Procuradores had been tied in 1992 by the UIHJ President Baudoin Gielen during a mission in which she had taken part. A law coming into effect at the beginning of May 2010 makes it possible for the Procuradores to serve



Bernard Menut, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ  
Bernard Menut, 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ



Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ  
Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> Secretary of the UIHJ



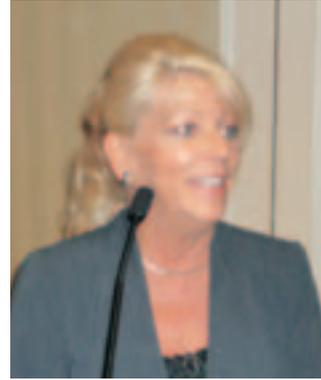
Les délégations des pays bénéficiaires du projet BERP  
The Beneficiary countries of the BERP project



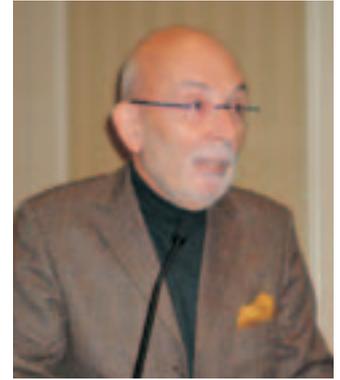
*Dahnell Olof (Suède), secrétaire permanent de l'UIHJ pour les pays scandinaves*  
*Dahnell Olof (Sweden), Permanent Secretary of the UIHJ for the Scandinavian Countries*



*Walter Gittman, président de l'Association des huissiers de justice d'Allemagne*  
*Walter Gittman, President of the Association of the Judicial Officers of Germany*



*Sue Collins (USA), membre du bureau de l'UIHJ - Sue Collins (USA), member of the board of the UIHJ*



*Alain Bobant, président de l'ADEC*  
*Alain Bobant, President of ADEC*

procedural documents at the expense of the applicant. The Procurador will be able to search for information and to consult various registers. This is a major event. Procuradores will also be able to carry out banking seizures with the authorization of the judge

Louis-Raymond Maranda, President of the Chamber of the judicial officers of the province of Quebec, member of the board of the UIHJ, was pleased with the fifteen new attributions granted to the judicial officers in his country. He recalled that twenty-five years ago, Francis Aribaut, then President of the UIHJ, had inaugurated the famous "Allée des Huissiers" in Montreal - famous since it is there that many press conferences are given - and that a plate with the names of the UIHJ and its president had been installed there. He invited the members of the UIHJ to attend the conference which will celebrate the twenty-five years of the "Allée des Huissiers" at the beginning of June 2010 in Montreal on the topic of *"The judicial officer: THE legal security"*.

Sue Collins (USA), member of the board of the UIHJ, drew up a report of her activities in her country and her very profitable contacts with the Sheriffs and the powerful National Sheriffs' Association. Our colleague informed us that she suggested to the NSA that the topic of the delegation of the civil work of sheriffs to the Process servers is approached at the time of its next meeting in Los Angeles, which will be attended by 10 000 participants. This proposal was adopted, which is a "colossal" step, estimated Sue Collins. Leo Netten cordially congratulated her, acknowledging her exceptional work.

### **The Trusted Third Party of the 3<sup>rd</sup> Millenium**

The reform of the statutes of the UIHJ was also on the agenda. Bernard Menut is in charge of this work, with all the stamina that characterizes him. The 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ exposed the various stages which will result in adopting the new statutes at the time of the congress of Cape Town in 2012. Leo Netten and Françoise Andrieux evoked the meetings which were held recently in Brussels, at the European Commission (Justice Forum, Pilot A project on electronic signature).

Alain Bobant, President of the Electronic Law and Communication Association (Adec), presented the e-Justice project of the UIHJ. He indicated that it was necessary to have tools to make our communications tools homogeneous: *"We must take the head of the safeguarding of electronic exchanges and become the trusted third party of the third millennium"*. Any dematerialized

exchange must be made reliable. *"Tomorrow there will be no dematerialized exchanges without trust and there will be no trust without you, judicial officers"* he predicted.

Bernard Menut started a fundamental work on the tariff of the judicial officers. He explained in detail the adopted methodology to lead this gigantic and complex task, as well as its stakes.

As regards communication, Mathieu Chardon announced that the next magazine of the UIHJ would be soon ready.

Johan Fourie, member of the board of the UIHJ, unveiled the dates for the international congress of the UIHJ in Cape Town (South Africa): from 1<sup>st</sup> to 4<sup>th</sup> May 2012. Mathieu Chardon, general reporter of the congress, indicated that the topic of the congress *"The judicial officer of the 3<sup>rd</sup> Millennium"* would make it possible to ensure the promotion of the profession on a world level by showing all the aspects of the profession and that the work would be supplemented by the presentation of the world code of enforcement.

When Leo Netten closed the work of the permanent council, he said how much he had been pleased to chair it. He congratulated our fellow-member David Walker, as well as Luisa Lozano, secretary of the UIHJ, for the perfect and very professional organization of the meeting. He thanked all the Scottish fellow-members for their warm welcome and wished to everyone a safe journey home. But before that, our Scottish friends had set an exceptional and unforgettable evening: an evening of Scottish culture. On the program: kilts, haggis, bagpipes, traditional music and dances, without forgetting the Scotch whisky that each one tasted - as it should be - with utter moderation. . .